POUR LES SERVICES PUBLICS. POUR LA FONCTION PUBLIQUE !
TOUTES et TOUS MOBILISES.

TOUTES et TOUS en GREVE et en MANIFESTATION le 22 MARS !

Les services publics sont facteurs de cohésion sociale et garants des solidarités. Le service public c'est « le patrimoine » de ceux qui n'en ont pas !

Ecole, Hôpital, sécurité, services sociaux, municipaux, ferroviaire……La Fonction Publique et les services publics en général contribuent chaque jour à la construction d'une société solidaire !

Le 10 octobre 2 017 des milliers d'agents publics étaient en grève et en manifestations dans le pays pour demander des moyens suffisants afin d' exercer leurs missions, exiger l'abandon du jour de carence, une revalorisation du point d'indice, une véritable reconnaissance des qualifications et le maintien du code des pensions.

Le gouvernement répond aujourd'hui par la stratégie du choc. Avec la mission CAP 2022, c'est une stratégie d'attaques tous azimuts qu'il développe.

Attaques contre les missions, austérité imposée à l'hôpital public, démantèlement du service public ferroviaire, EHPAD institutionnalisant la maltraitance faute de moyens, fermeture de centre des finances, fermetures de classes, suppression d'emplois dans l'enseignement professionnel, privatisation de l'apprentissage et de la formation en alternance…..

AVANT DE METTRE à SAC LA RETRAITE PAR REPARTION et le code des pensions en 2 019.

➢ **Le gouvernement programme la casse des missions :** abandon de missions, transfert au privé, restructurations, 120 000 destructions d'emplois et mobilités forcées : **NOUS REPONDONS NON !**

➢ **Le gouvernement programme la casse des solidarités et l'individualisation à tous les niveaux qui** laissera les plus précaires et les plus démunis sur le bord de la route : **NOUS REPONDONS NON !**

➢ **Le gouvernement veut casser le statut des cheminots avant de s'attaquer au statut général des fonctionnaires :** contrats de droit privé, rémunération au mérite et à l'accompagnement des restructurations, plans de départs forcés (le volontariat est un leurre) pour ceux qui ne s'adapteraient pas, dégradation des conditions de travail : **NOUS REPONDONS NON !**

NOUS REPONDONS OUI :

♦ **POUR une fonction publique au service de l'intérêt général**, pour un traitement égal des usagers.

♦ **POUR le renforcement des services publics** et le développement de nouveaux services (petite enfance, perte d'autonomie, transition écologique….)

♦ **POUR les solidarités et la cohésion sociale**

♦ **POUR le renforcement du statut** et la titularisation des contrats précaires dans la fonction publique

♦ **POUR l'abandon du jour de carence, la revalorisation du point d'indice** et la reconnaissance des qualifications

♦ **POUR le recrutement d'agents publics à la hauteur des besoins** (hôpital, éducation, services financiers de contrôle, sécurité, pénitentiaire, justice etc….).

USAGERS, FONCTIONNAIRES, TOUTES et TOUS à la MANIFESTATION

JEUDI 22 MARS 10 h 00 PLACE DE VERDUN à TARBES

A 11 h 30 à la bourse du travail (amphithéâtre) Forum ouvert à tous les salariés :
LE SERVICE PUBLIC notre bien commun : APRES le 22 MARS COMMENT LE DEFENDRE.

SERVICES PUBLICS DANS LES HAUTES PYRENEES : Un département sinistré !

ECOLES

Depuis 2000 les écoles du département ont perdu 120 enseignants pour seulement 504 élèves de moins.
En 2018 : 10 postes d'enseignants sont à nouveau supprimés.

Les écoles maternelles, les réseaux d'aide aux élèves en difficulté, les remplaçants, la formation continue, la formation initiale, les associations complémentaires de l'école, **tout ce qui faisait le cœur d'une école de qualité a été réduit comme peau de chagrin.**

Faute de moyens suffisants pour assurer partout sur le territoire et en toute équité, un service public d'éducation de qualité et accessible à tous, le département des Hautes Pyrénées continuera à voir ses écoles fermer et ses villages perdre un service public de proximité essentiel.
Pour remettre le département au niveau d'encadrement de l'année 2000, il faudrait recruter 70 instituteurs pour la rentrée 2018 !

HÔPITAL :

✓Depuis 1 980, l'hôpital de Tarbes a supprimé **147 lits** (500 en 1980, 353 en 2018).
Deux maternités de proximité ont été fermées.
Les services d'urgence de Bagnères sont menacés.
✓Alors que la population départementale vieillit, **les moyens des EHPAD sont cruellement insuffisants.**
✓**En psychiatrie :** depuis 2 009 l'hôpital de Lannemezan a la charge supplémentaire de 3 cantons de Haute Garonne.
Et pourtant : **79 lits ont été supprimés depuis 2 009.**
Avec la T2A ce sont notamment les structures de proximité (essentielles pour la prise en charge des populations) qui sont menacées.

Un personnel soignant à bout :
La Ministre de la Santé a été alertée par des centaines de médecins hospitaliers : les équipes soignantes, les personnels sont à bout ….. multiplication d'arrêts maladie et de burn-out.
Rien qu'à l'Hôpital de Tarbes les heures sup non récupérées et non indemnisées représentent

53 EMPLOIS TEMPS PLEIN !

FINANCES PUBLIQUES

Depuis 2000, 180 emplois ont été détruits dans le département.
Résultat des courses, un service de proximité qui se détériore, la programmation de la suppression du numéraire dans les trésoreries, des trésoreries et des centres des finances qui ne sont plus ouverts au public l'après-midi, des résultats de la lutte contre la fraude fiscale fiscal qui se détériorent, des structures qui ferment (le service des impôts des entreprises de Lannemezan a été supprimé en 2 018).

Pour 2 019 les trésoreries de Vielle Aure, Loures Barousse, Trie sur Baise, Luz Saint Sauveur sont vouées à la suppression… en dépit de la loi montagne…….. et en dehors de tout débat citoyen.

SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE

150 emplois supprimés depuis 10 ans !

✓**Les lignes de fret** Lannemezan-Sarrancolin et Tarbes-Morcenx **supprimées** : **résultat 40 camions par jour sur les routes du département** (bonjour la transition écologique et la sécurité routière..)
✓La ligne Montréjeau – Luchon supprimée.
✓**Le Train d'Equilibre du Territoire, LA PALOMBE BLEUE supprimé !**

ENERGIE : "privatisation des barrages hydrauliques".

Les barrages ont été construits par l'argent public de la collectivité (EDF,SHEM), aujourd'hui, alors que ces aménagements sont rentabilisés, des groupes privés, voire des fonds de pensions vont se ruer sur ce bien public.
Les conséquences seront désastreuses dans le domaine de la sécurité, de la gestion de l'eau et de l'emploi.
L'eau et l'énergie ne sont pas une marchandise comme les autres, elles sont vitales.
Dans le secteur de la distribution d'électricité (ENEDIS), après les fermetures c'est l'annonce d'un nouveau Plan social de 2000 suppressions d'emplois, **les sites de proximité sont de nouveau menacés notamment (Tarbes, Arreau, Bagnères et Argelès).**